

Crise du financement des transports collectifs: 4 engagements à respecter pour que le MTQ rétablisse la confiance

Montréal, le 3 février 2023 - Alors qu'un certain vent de panique semble souffler sur les transports collectifs depuis quelques mois, l'Alliance TRANSIT appelle la ministre Geneviève Guilbault à user de son leadership pour atténuer les inquiétudes, notamment en donnant suite aux engagements pris dans la précédente législature. La ministre est appelée à s'engager rapidement à:

- Agir pour éviter toute nouvelle coupure de services;
- Adopter un nouveau plan d'action ambitieux pour la Politique de mobilité durable qui prévoira l'augmentation de l'offre de service d'au moins 5% par année;
- Offrir de la prévisibilité aux municipalités et aux sociétés de transport grâce à une entente sur cinq ans;
- Donner suite au chantier sur le financement avec des solutions structurelles.

« La situation est grave, et nous nous inquiétons du flou qui entoure le financement des réseaux de transport depuis des mois. Quelqu'un doit tenir le gouvernail. Nous appelons la ministre des Transports et de la Mobilité durable à assumer un leadership et à envoyer un signal clair pour rassurer l'ensemble de l'écosystème des transports collectifs », affirme **Florence Junca-Adenot, professeure à l'UQAM**.

1. Agir pour éviter toute nouvelle coupure de services

Rappelons qu'à l'automne 2021, le ministre des Transports François Bonnardel [s'était engagé à agir](#) pour éviter les coupures de services.

« Nous demandons à la ministre Geneviève Guilbault un engagement ferme afin de rassurer les usagers et usagères des transports collectifs. Les paliers supérieurs de gouvernement doivent répondre présents et soutenir les sociétés de transport pour éviter toute coupure supplémentaire de services. C'était l'intention du précédent ministre, il faut la réitérer. C'est LE signal qu'il nous faut à court terme », déclare **Sarah V. Doyon, directrice générale de Trajectoire Québec**.

Évidemment, le gouvernement fédéral devra s'engager à maintenir son aide financière aux services mis en place lors de la pandémie, au moins d'ici au retour de l'achalandage prépandémique.

2. Adopter un nouveau plan d'action ambitieux pour la Politique de mobilité durable

En vue de déterminer les mesures financées et les priorités pour les cinq prochaines années, l'Alliance TRANSIT souligne qu'un nouveau plan d'action devra être adopté cette année pour la Politique de mobilité durable, puisque le précédent arrive à échéance.

« Le nouveau plan d'action de la Politique de mobilité durable du Québec devra nous permettre de renouer avec l'ambition en matière de transport collectif. Avant la pandémie, nous battions des records d'achalandage, et à la fin 2021, le gouvernement a adopté le Plan pour une économie verte qui prévoit de nombreux projets de transports en commun. Nous demandons à la ministre de s'engager à ce que le nouveau plan d'action de la Politique prévoie au minimum une augmentation annuelle de 5% de l'offre de service de transport en commun », affirme **Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville**

3. Offrir de la prévisibilité aux municipalités et aux sociétés de transport grâce à une entente sur cinq ans

En mai 2022, le gouvernement s'est engagé à convenir d'une entente de cinq ans afin d'assurer une prévisibilité aux sociétés de transport.

« Depuis trois ans, les aides d'urgences ont permis de maintenir les services, mais leur insuffisance et l'état d'urgence permanent ont eu des effets délétères sur leur qualité. Le précédent ministre Bonnardel a pris un bon engagement, en promettant de mettre en place un accord de cinq ans pour offrir un peu plus de prévisibilité, mais encore faudra-t-il que cet accord soit à la hauteur », affirme **Blaise Rémillard, responsable Mobilité et urbanisme du Conseil régional de l'environnement de Montréal.**

On apprenait d'ailleurs cette semaine que la Communauté métropolitaine de Québec envisageait de recourir à l'augmentation de la [taxe sur l'immatriculation](#) pour financer les transports actifs et collectifs, parmi quelques solutions envisagées. L'Alliance tient à saluer cette volonté qui va également dans le sens de la [résolution adoptée](#) par la Communauté métropolitaine de Montréal.

« Nous avons appris récemment que les élus de la grande région de Québec comptent agir en matière de financement des transports collectifs, et nous saluons tant cette intention municipale que [l'ouverture](#) de la ministre des Transports, Geneviève Guilbault. Prochaine étape : l'appui clair et enthousiaste de la ministre, qui sera absolument nécessaire afin de faire face à l'ampleur des défis en matière de financement des réseaux de transport », affirme **Angèle Pineau-Lemieux, porte-parole d'Accès transports viables.**

4. Donner suite au chantier sur le financement avec des solutions structurelles.

Dans son chantier sur le financement de la mobilité, le gouvernement du Québec s'est engagé à identifier des solutions et à diversifier les sources de revenus pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en matière de mobilité. L'Alliance présentera prochainement son rapport de recommandations entourant la diversification des revenus.

« Avec la baisse des revenus sur les carburants et l’ampleur des défis en matière de transport (entretien des infrastructures et virage vers la mobilité durable), la question du financement est là pour rester. L’Alliance TRANSIT est prête à mettre l’épaule à la roue et encourage le gouvernement à agir tout au long du mandat », conclut **Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l’Alliance TRANSIT**.

-30-

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l’amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s’assurant qu’ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d’en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d’analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d’achalandage d’ici 2030. L’Alliance TRANSIT regroupe une [soixantaine d’organisations](#) de divers domaines.

Source

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762 - info@transitquebec.org